

<https://ricochets.cc/Gilets-jaunes-Revue-de-presse-des-5-6-7-avril.html>



# Gilets jaunes - Revue de presse des 5-6-7 avril

- Les Articles -

Date de mise en ligne : samedi 6 avril 2019

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Articles, posts, images, vidéos, témoignages... autour du soulèvement en gilets jaunes qui dure depuis bientôt 5 mois.

## --- Censure de l'interdiction préventive de manifester ?

**Fausse bonne nouvelle !** ([un post de Rennes DTR](#))

Le Conseil Constitutionnel a censuré hier la disposition relative à l'interdiction administrative préalable de manifester qui composait la fameuse loi « anti-casseur » du gouvernement.

De prime abord cela paraît être une bonne nouvelle...mais au contraire ce n'est que l'arbre qui cache la forêt !

Pourquoi ne surtout pas s'en réjouir ?

Cette disposition était irréaliste au vu des principes constitutionnels ! Et c'est pour cela que c'est Emmanuel Macron lui-même qui a saisi le conseil des sages.

Pourquoi ?

Tout d'abord pour couper l'herbe sous le pied aux députés LREM frondeurs qui menaçaient sur ce point de se joindre à la gauche. Il revêt ainsi la robe du protecteur des droits, le bon rôle difficilement critiquable par son camp et ses adversaires politiques.

Ensuite cette saisie permet de préparer le terrain au niveau du Conseil constitutionnel...

« Cette saisine permettra de lever les doutes, elle permettra de lever tous les soupçons » avait expliqué Castaner il y a deux semaines.

Hier le Conseil n'a pas invalidé le PRINCIPE en soit mais il a seulement retoqué la disposition...il demande que l'article soit revu et corrigé pour être plus précis et moins flou sur l'appréciation des motifs susceptibles de justifier l'interdiction par un préfet.

Mais ce n'est pas tout !

Le Conseil donne non seulement les pistes au gouvernement pour que cette disposition soit applicable mais il conforte aussi et surtout le principe même de l'interdiction administrative individuelle préalable de manifester ! Une attaque directe et en règle du droit constitutionnel de manifester.

En cela, le gouvernement avec le concours des « sages » se prémunit ainsi des formes de recours qui pourraient venir par de multiples procédures en justice comme cela avait été le cas les années précédentes.

Le gouvernement va maintenant se remettre à l'oeuvre pour que cette disposition soit adaptée et proportionnée...

Macron marque un joli coup politique, il s'assure à terme la mise en place efficace de cette disposition mais en plus il peut s'en laver les mains aux yeux de l'opinion et de son camp politique.

Il faut également souligner que la censure ne porte que sur cet article !

Les autres, notamment le délit de dissimulation du visage, ont été validés par le Conseil Constitutionnel.

RAPPEL : À l'origine la loi « anti-casseur » est une loi de droite venant du Sénat (Retailleau-LR) votée symboliquement l'année dernière et récemment récupérée opportunément par le gouvernement dans le contexte du mouvement GJ. Encore mieux, ce texte a été renforcé sur ces dispositions, « plus dure » que l'originale !



- voir aussi : [Loi anticasseurs censurée : comment se moquer du monde](#) - Ben oui, je vais un peu interloquer, doucher les enthousiasmes, peut-être faire taire une partie des clameurs, priver Messieurs Fabius et Juppé des ovations qu'ils reçoivent depuis cet après-midi.

*Eh bien non, il n'y a pas lieu de fêter le Conseil constitutionnel pour la décision qu'il vient de rendre. L'annulation de la mesure phare c'est-à-dire l'interdiction administrative préalable d'exercer son droit constitutionnel de manifestation est à mon sens un pur et simple trompe-l'oeil.*

*Je dirais même au contraire, la façon dont cela s'est passé est très inquiétant. En dehors de cette mesure, L'ENSEMBLE DU TEXTE tout aussi liberticide a été validé. Pire, le Conseil a annulé les modalités de l'interdiction administrative mais EN A VALIDÉ LE PRINCIPE.*

*J'explique brièvement pourquoi on nous prend pour des jambons. »*



# **L'INTERDICTION DE MANIFESTER NE PASSE PAS !** - - Le Conseil Constitutionnel censure l'interdiction préventive de manifester. La mesure est anticonstitutionnelle. - Post de Nantes Révoltée :

Dans sa fuite en avant autoritaire, le gouvernement aura frappé sur tous les plans. Dans la rue d'abord, avec les plus féroces violences d'État depuis des décennies contre des manifestations. Dans les tribunaux, avec des milliers d'arrestations délirantes, et des centaines de peines de prison. A l'assemblée enfin, en faisant passer une loi

extrêmement liberticide : la « loi anti-casseurs », qui est en fait une loi anti-manifestants.

Ce jeudi 4 avril, le Conseil Constitutionnel, a censuré l'article prévoyant des interdictions administratives de manifester. Macron souhaitait permettre aux préfets d'interdire à toute personne « susceptible de commettre des troubles », c'est à dire fichée par la police politique, d'être privée d'un droit fondamental : celui de manifester. Les opposants fichés auraient été préventivement assignés à résidence le temps des manifestations, avec potentiellement l'obligation de pointer au commissariat. Et ceci sans limite dans le temps. Donc potentiellement, à vie. Cette mesure effrayante ne passera pas.

Pour résumer, le Conseil estime que cette disposition voulue par Macron va beaucoup plus loin que les interdictions de manifester mises en place en 2016 dans le cadre de l'état d'urgence, pourtant déjà très graves. Trop larges, trop floues, ces interdictions de manifester portent une trop grave atteinte aux libertés les plus élémentaires. Une atteinte, selon l'institution, « pas adaptée, nécessaire et proportionnée ». Et pourtant, le Conseil Constitutionnel est loin, très loin d'être un repaire de progressistes.

En langage administratif ça donne ceci : « les dispositions contestées laissent à l'autorité administrative une latitude excessive dans l'appréciation des motifs susceptibles de justifier l'interdiction ».

C'est donc l'article phare de la proposition de loi contre les Gilets Jaunes qui est censuré. C'est un camouflet pour Macron.

Mais il n'y a pas de quoi sauter au plafond : le reste de la loi va être appliqué. C'est à dire les contrôles et les fouilles aux abords des manifestations, ou la pénalisation très lourde de la dissimulation du visage, entre autres. La militarisation de l'espace public et la criminalisation des mobilisations continuent donc de se renforcer.

Du reste, rien ne dit que le gouvernement ne va pas tenter de préciser sa loi ou en écrire une autre, afin de priver réellement ses opposants de la possibilité de manifester ...

Affaire à suivre.



## Manifestations, résistances et actions

- [Assemblée des Assemblées à St Nazaire 5-9-7 avril : chaîne vidéo](#) - *la Maison du Peuple de Saint-Nazaire accueille la 2e Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes. Environ 700 personnes, mandatées par des groupes, ronds-points et assemblées de Gilets Jaunes, partout en France, sont attendues !*
- [Vivre la deuxième Assemblée Gilets Jaunes à Saint-Nazaire en direct](#) - *Plus de 250 délégations, environ 800 personnes, une brochette de bénévoles, trois jours de débats et des propositions concrètes : l'Assemblée des Assemblées Gilets Jaunes remet le couvert pour une deuxième édition à la Maison du peuple à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019. Dans la continuité de la première rencontre nationale à Commercy en janvier dernier, les Gilets Jaunes se retrouvent pour enraciner le mouvement et proposer une autre voix*

démocratique.



- [Manif de Gilets jaunes au Boulou : la véritable guérilla urbaine fait plusieurs blessés, dont un gendarme](#)
- [Grève illimitée à l'hôpital de Bayonne après l'annonce de suppressions de postes en réanimation](#)
- [6e leçon des jeunes au gouvernement : arrêtons le désastre du transport](#) - Semaine après semaine, la mobilisation des jeunes pour le climat se poursuit en France. Dans cette tribune, une partie d'entre eux pose un 6e ultimatum punitif au gouvernement : une réorientation « drastique » de sa politique de transports ou la grève vendredi 5 avril.
- [Journal, débat public... Pour les Gilets jaunes de Dordogne, « l'action, ce n'est pas juste queuler en manif »](#)
- [Le Touquet Quatre-vingts Gilets jaunes devant la villa d'Emmanuel Macron](#) - Ce vendredi, depuis 20 heures, des Gilets jaunes venant d'Étaples, Berck, Boulogne-sur-Mer, Calais et Saint-Omer se sont réunis devant la villa du couple Macron au Touquet. Des renforts de police arrivent en soutien des gendarmes mobiles qui gardent la maison à l'année.



### Le Boulou - émeute le 6 avril

- [Des dizaines de milliers de Maliens manifestent contre le pouvoir et la France](#) - « France dégage », « la France un État terroriste », « IBK dégage ». De 30.000, selon la police, à 50.000 personnes, selon les organisateurs, ont manifesté vendredi à Bamako à coup de slogans réclamant le départ de la France et du président malien Ibrahim Boubacar Keïta. Chefs religieux musulmans, associations peules, opposition politique et société civile avaient appelé les Maliens à sortir dans les rues pour dénoncer les violences dans le centre du Mali. Les manifestants ont été dispersés par la police.
- [Les Maliens s'inspirent des Algériens et demandent à la France de « dégager »](#)
- [Défendons la vallée de Charsac \(Drôme\) - Pétition adressée à M. Laurent Wauquiez - Non aux éoliennes industrielles !](#)
- [LA GRÈVE DES ÉBOUEURS S'ÉTEND À LYON, VILLEURBANNE, VAULX-EN-VELIN ET BRON](#)
- [Les médias libres existent, voici leur carte](#) - Médias libres, indépendants, alternatifs... Le mensuel « L'Âge de faire » a réalisé une carte de la « presse pas pareille », lancée par le journal « Le Ravi », basé à Marseille, pour définir des journaux non inféodés aux pouvoirs politiques et économiques.
- [Acte XXI à Lyon : toutÂes uniÂes pour la victoire !](#) - Ce samedi 6 avril, à l'appel de nombreux groupes Facebook et collectifs, c'est l'acte XXI de l'interminable mouvement des Gilets Jaunes. Deux rendez-vous ont été lancés, l'un à 14h à la Place de la République, l'autre à 19h à l'Hôtel de Ville.



Manifestation au Mali : la France un Etat terroriste



## Toulouse

### # Tian'anmen sur Garonne

Bombardée par les canons à eau, gazée de lacrymo, son fauteuil roulant déplacé de force, une entorse de la cheville, des hématomes et une garde à vue... Odile Maurin, la présidente d'Handi-social, une asso de soutien aux personnes handicapées à Toulouse, a vécu un drôle de samedi avec les Gilets jaunes. Elle témoigne.

« Pour la manif des Gilets jaunes, ce samedi, on avait lancé un appel pour le logement accessible, avec le DAL. Du coup, on était en tête de cortège. C'est super tranquille, calme, pacifique. On est partis de Jean-Jaurès, on a pris Marengo, derrière la gare, Alsace-Lorraine, les quais...

Et puis, au moment d'arriver à Arnaud-Bernard, je ne sais pas pourquoi, on se retrouve face à tout un cortège de camions de CRS qui barraient la route. Ça n'avait aucune logique, le lieu n'était même pas interdit, seule la place du Capitole l'était ! Les gens de la manif, tout de suite, se sont mis à terre, les mains en l'air, pour bien montrer que, justement, c'était pacifiste, qu'on voulait juste continuer la manif. Et moi, avec deux autres personnes en fauteuil, on s'est approchés pour parlementer, voir si on pouvait passer.

On a commencé à parler avec le responsable du dispositif. Mais là, y a une commissaire, une petite jeune, qui est arrivée, et qui nous a donné l'ordre de dégager. On ne voulait pas, on continuait à négocier. Alors, ils ont envoyé les grenades lacrymo et les canons à eau. Y avait rien eu, aucune violence, rien. Y avait des gens avec des cannes, des personnes âgées, dans la manif, mais ça les a pas gênés...

Une fois qu'il y a eu les lacrymos et les canons à eau, les gens ont commencé à lancer des oeufs, et même des pierres, c'est vrai, mais avant ça, il n'y avait rien eu, aucun problème.

J'ai pris des gaz lacrymo, moi aussi, et de l'eau, j'étais trempée, mais je ne voulais pas bouger. Alors, je me suis mise devant leurs véhicules, pour les empêcher d'avancer et de repousser les manifestants. J'aime pas qu'on me dise que je ne peux pas aller quelque part. Tout le temps, on nous le dit, avec nos fauteuils, ben là, non, ça suffit. J'ai bloqué un véhicule, et ils sont venus déplacer mon fauteuil. Je leur criais qu'ils allaient le casser, je les prévenais, qu'il coûte 30 000 euros, mais ils me déplaçaient, et à chaque fois je revenais devant eux, pour les bloquer.

Une première fois, ils m'ont fait partir sur le trottoir, le fauteuil a failli se renverser. Et puis, l'un des policiers a manipulé mon joystick, et ça c'est super dangereux... Mon fauteuil est parti à toute vitesse, il a foncé dans un véhicule de police. Ma cheville droite a vrillé en tapant dedans.

J'avais mal, mais les policiers se sont mis autour de moi et m'ont dit : "Vous êtes en garde à vue." Moi, je

demandais à voir un docteur, j'avais mal, mais il n'y avait personne. J'ai voulu aller à la pharmacie à côté, ils m'ont rattrapée et ont ramené mon fauteuil. Heureusement, quelqu'un est allé me chercher des antalgiques.

Ensuite, pour m'amener au poste, ils ont d'abord appelé les pompiers, mais leur véhicule n'était pas équipé pour mon fauteuil. Alors, ils ont voulu faire venir un camion élévateur pour me transporter. Mais même s'ils avaient pu, le camion ne pouvait pas fixer le fauteuil, une fois à l'intérieur. J'y serais jamais montée !

Ça a bien duré une heure, tout ça. Ils étaient bien embêtés. En plus, leur cellule n'était pas accessible aux fauteuils ! Pour une fois que l'inaccessibilité nous est utile...

Alors, ils m'ont dit "Vous pouvez partir, mais y aura des suites, on vous appellera." De toute façon, je sais qu'ils m'ont dans le collimateur. Que le procureur recueille des témoignages contre moi.

Je les emmerde, et je vais continuer à les emmerder. »



# [Â« J'ai tout perdu pour une manifestation Â » : que sont devenus les premiers Â« gilets jaunes Â » condamnés ?](#) - Selon la ministre de la Justice, quelque 2 000 personnes ont été condamnées depuis le 17 novembre. A l'occasion de la 20e journée de mobilisation, samedi 30 mars, franceinfo a retrouvé trois d'entre elles.



## Analyses, idées

- [Les écolos ne doivent plus tourner le dos aux gilets jaunes](#)
- [Le capitalisme ne sera jamais vert \(Daniel Tanuro\)](#) - *Le mouvement pour le climat, qui est véritablement apparu en France après la démission de Nicolas Hulot, commence à reprendre des forces. Alors que les premières marches pour le climat, fin 2018, se limitaient souvent à soutenir des principes moraux assez vagues, celles qui accompagnent aujourd'hui la grève hebdomadaire des jeunes s'annoncent officiellement « anticapitalistes » et ont lieu conjointement à des actions de désobéissance. Une saine radicalisation est en route.*

*Il règne néanmoins une grande confusion. Souvent, on ne voit pas le lien entre la lutte écologique et celle des gilets jaunes, et pire, on pense parfois qu'elles sont contradictoires. On ne sait pas comment s'orienter dans le débat entre violence et non-violence, entre une tactique de la massification et une tactique de l'efficacité. On voit parfois mal ce que signifie le concept de « capitalisme », et on ne comprend pas la nécessité de l'utiliser pour thématiser la destruction écologique.*

*Nous avons déjà écrit sur toutes ces questions : violence, capitalisme et écologie, gilets jaunes et écologie. Mais puisque ces débats deviennent brûlants à l'approche de la grève mondiale pour le climat le 15 mars, et plus généralement pour la suite du mouvement, nous avons envie d'en discuter avec Daniel Tanuro, ingénieur agronome et environnementaliste, auteur de *L'impossible capitalisme vert*.*



Tag : en avril le régime ne tient qu'à un fil

- [Pour une violence sans but : « les gilets jaunes exigent sans savoir quoi » ou l'injonction à faire un compromis avec le pouvoir](#) - *Il ne s'agit pas de disqualifier l'action politique orientée vers un but, la révolution qui propose des revendications concrètes, mais de penser autrement la violence : la violence n'est jamais orientée vers un but. (...) il y a la manifestation autorisée, institutionnalisée, avec son parcours, ses revendications ; et la manifestation sauvage, l'émeute. Le geste se joue hors de toute autorisation, il est toujours sauvage, là où toute revendication est déjà de l'ordre de l'acceptation du monde dans lequel on est.*

*Ainsi, de nombreux collectifs de 68 affirmaient qu'il ne fallait pas revendiquer quoi que ce soit : « soyez réalistes, demandez l'impossible ». Ce geste pur, refus des règles du pouvoir, est toujours insupportable pour les autorités. C'est sa puissance destituante.*

*Au contraire, les manifestations pacifistes et autorisées, avec leurs parcours et leurs revendications, sont toujours supportables, toujours confortables pour ceux qui exercent un pouvoir, par exemple un gouvernement. Pas de négociation avec le pouvoir.*

*L'acte politique, par opposition au vote, c'est quand des gens s'invitent et font effraction dans un jeu institutionnel déterminé par le pouvoir.*

- [Anarchisme à Brest. Un « increvable esprit de révolte »](#)
- [Quelle est la place de l'écologie dans le « vrai débat » des Gilets jaunes ?](#)
- [Taxe carbone : des associations écolos proposent un « revenu climat » pour les plus modestes](#) - La hausse de la taxe sur les carburants a frappé de plein fouet les classes populaires, tandis que les secteurs les plus polluants, comme l'aviation, restent les moins prélevés. Pour réconcilier fiscalité écologique et justice sociale, le Réseau action climat propose la création d'un « revenu climat » versé aux ménages les moins favorisés.



### Le Ruissellement

**# Il suffit d'examiner la fabrication d'un téléphone portable, d'une télévision, d'une voiture, d'un t-shirt Nike, ou même d'une simple brosse à dent, de n'importe quel objet produit en masse, de n'importe quelle infrastructure industrielle, pour trouver d'innombrables destructions environnementales et asservissements sociaux.**

Les quelques objets que monsieur tout le monde utilise au quotidien le lient à l'exploitation d'une multitude d'individus et d'endroits du monde (endroits constitués d'autres individus non-humains, végétaux, animaux, etc.), dont il ignore à peu près tout, et de cette ignorance (des conséquences réelles de son mode de vie) découlent les horreurs les plus diverses et les plus insoupçonnées.

Une des raisons pour lesquelles les médias grand public s'autorisent à promouvoir la collapsologie, c'est que l'effondrement de la civilisation industrielle est alors considéré comme une « catastrophe », un drame, une terrible nouvelle. Du point de vue de la culture dominante, qui détruit les biomes et les espèces du monde entier pour satisfaire sa frénésie de croissance et de progrès, cette perspective est logique.

Mais pour tous ceux qui se sont défaits de l'aliénation qu'elle impose, pour les peuples autochtones menacés de destruction (et non pas d'extinction) à l'instar de toutes les espèces vivantes, pour les rivières, les saumons, les ours, les lynx, les loups, les bisons, pour les forêts, pour les coraux, et ainsi de suite, la catastrophe est la civilisation industrielle elle-même. Et son effondrement, lui, constitue la fin d'un désastre destructeur qui accable la planète depuis bien trop longtemps.

En l'état des choses, la collapsologie [mais aussi les revendications d'une part du mouvement "climat"] renforce donc l'identification toxique de la plupart des gens qui vivent au sein de la civilisation industrielle à cette culture mortifère, au lieu d'encourager leur identification au monde naturel, vivant.

"Dans la voix de ceux qui répètent avec zèle les statistiques diffusées par la propagande catastrophiste, ce n'est pas la révolte qu'on entend, mais la soumission anticipée aux états d'exception, l'acceptation des disciplines à venir, l'adhésion à la puissance bureaucratique qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective." Riesel et Semprun

(quelques lignes tirées de l'excellent article "[Le problème de la collapsologie](#)" par Nicolas Casaux)

# **Le fleuve immense de l'histoire humaine a lui aussi ses crues irrésistibles et menaçantes.** Lorsque le flot s'élève, il mugit entre les deux digues qui l'enserrent.

A droite, c'est la digue conformiste, pour la conservation des formes existantes et traditionnelles - un passage continu de prêtres psalmodiant en procession, de flics et de gendarmes en patrouille, de maîtres d'école et de charlatans débitant les mensonges officiels et la scolastique de classe.

A gauche, la digue réformatrice : s'y entassent les hommes dévoués au peuple, les professionnels de l'opportunisme, les parlementaires et les chefs des organisations progressistes. Échangeant des injures de part et d'autre du courant, les deux cortèges prétendent posséder la recette pour faire en sorte que le fleuve puissant continue son cours réprimé et forcé.

Mais au grand tournant de l'histoire, le courant brise toutes les entraves, sort de son lit et « saute », comme le Pô à Guastalla et au Volano, dans une direction inattendue, emportant les deux bandes sordides dans la vague irrésistible de la révolution, renversant les digues anciennes de toute sorte, et donnant à la société comme à la terre une face nouvelle.

(Amadeo Bordiga, *Crue et rupture de la civilisation bourgeoise* - 1951)

## Ecocide, destructions écologiques et climatiques catastrophiques provoquées par le capitalisme, le productivisme et les civilisations industrielles

- Belgique : [Loi climat et développement durable : prise de conscience politique ou piège des élites ?](#)
- [Le gouvernement canadien a autorisé la production commerciale d'un premier saumon génétiquement modifié destiné à la consommation, a annoncé mardi une société à l'origine de ce projet.](#)
- [Les banques françaises financent une mine énorme et polluante en Guinée](#) - BNP Paribas, la Société générale et le Crédit agricole financent en Guinée l'extension d'une des plus grandes mines de bauxite de la planète. Des ONG dénoncent les atteintes à l'environnement et des habitants réclament réparation.
- [MALTRAITANCE, SOUFFRANCE, MORT : ON ABAT BIEN LES LAPINS !](#) Notre reporter Yanis Mahmdi a suivi un groupe d'activistes qui nous alertent sur les pratiques abjectes que nous cachent les élevages industriels de lapins. Scandale !
- [Le succès d'une coopérative qui aide les paysans à acquérir leur autonomie technologique et à ne pas se surendetter](#)
- Avec la pollution de l'air, asthme et allergies chez les enfants « sont de plus en plus précoces »
- VALENCE : **Parking Manouchian : "Parle à ton maire sa tête est malade".**  
*Malgré les préconisations des Bâtiments de France et l'avis des habitants du quartier pour un enrobé de couleur Nicolas DARAGON persiste et signe "noir c'est noir". Et après ça il parle d'une ville participative ! (destruction d'une place pour en faire un parking, contre l'avis des habitant.e.s du quartier)*



# Répression policière et terrorisme d'Etat

# [Â« Gilets jaunes Â», Â« lycéens Â» ou simples Â« passants Â» : la vie d'après des éborgnés](#) - Des vies "gâchées", de l'incompréhension ou de la colère : pendant deux mois, l'AFP a recueilli le témoignage de 14 "gilets jaunes" mais aussi de "passants" ou "lycéens" grièvement blessés à l'oeil au cours des manifestations des derniers mois, au coeur des accusations de violences contre les forces de l'ordre.

# [Les photojournalistes sont victimes, eux aussi, des violences policières](#) - Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, un nombre record de photojournalistes ont été blessés par les forces de l'ordre. S'ils admettent que leur métier comporte des risques, ils dénoncent des violences et intimidations qui les visent délibérément. Et préparent une action en justice collective.

- [« Allo, vous faites grève jeudi ? » Quand la gendarmerie tente d'intimider une institutrice](#) - Nous relayons ci-dessous le communiqué Sud Education Bourgogne. "Mardi 2 avril, une collègue, professeure des écoles sur le bassin d'Autun et en classe, a reçu un appel téléphonique en fin d'après-midi émanant d'un gendarme. La collègue s'est entendu demander si elle-même comptait participer à cette journée de grève. Le gendarme a précisé « je dois appeler pour savoir »..."
- [Dans la soute à bagages de Macron en déplacement en corse... deux convois de camions de CRS](#) - La photo de la soute d'un ferry pleine à craquer de camions de CRS fait le tour de la toile alors que Macron se rendait aujourd'hui en Corse pour la dernière rencontre du « grand débat ». Pas moins de deux ferrys chargés de la sorte ont en effet accompagné le président sur l'île.
- [Au procès de gilets jaunes à Caen : « Est-ce qu'on peut faire un peu de droit, monsieur le Président ? »](#) - Ils ont lutté pour vivre dignement, et se retrouvent au tribunal. Les délits qui leur sont reprochés : entrave à la circulation ou participation à un groupement en vue de commettre des violences. En comparution immédiate ou trois mois après leur arrestation, ces gilets jaunes sont appelés à s'expliquer à la barre. Une confrontation entre deux mondes. Récit d'une journée d'audience au tribunal de Caen.
- [Gilets jaunes en procès : « Pour les magistrats, les pressions sont palpables, comme lors des périodes d'attentats »](#) - Des milliers d'interpellations et de gardes à vues, des centaines de procès en comparutions immédiates : depuis le début du mouvement des gilets jaunes, les magistrats sont particulièrement sollicités. Jugent-ils de manière équitable les gilets jaunes accusés de violences ou de dégradations qui leur sont présentés ? Comment appréhender la réalité d'une « participation à un groupement en vue de commettre une exaction », motif de plus en plus utilisé pour poursuivre des manifestants ? Les juges obéissent-ils aux pressions pour multiplier les interdictions de manifester ? Réponses avec la magistrate Anne-Sophie Wallach.
- [VIDEO. Bretagne : Le maire d'une commune de 700 habitants prend un arrêté interdisant le LBD](#)
- [Manif des Gilets jaunes : Interpellation le 23 mars](#) - Samedi 23 mars, V manifeste pacifiquement Rue de la République à Lyon. Il est interpellé brutalement, et c'est le début de 48 heures qu'il n'oubliera pas.
- [Manifestation de Gilets jaunes à Saint-Etienne : un adolescent de 14 ans perd un oeil à la suite d'un tir de LBD, une enquête ouverte](#)
- Cerveaux non disponibles : Cet acte 21 aura été celui de la généralisation des amendes de 135 euros... Trois exemples :
  - 1/ A Caen, une fanfare totalement pacifique et festive verbalisée
  - 2/ A Bordeaux, des GJ verbalisées en sortie de manif
  - 3/ Éric Drouet verbalisé pour s'être garé à proximité des champs avec sa mère !

Manifester n'est pas un crime. C'est un droit, et cela devient un devoir dans un pays qui remet en cause ce droit.



## Magouilles, violences et arnaques du régime et de son monde

# Post de Nantes Révoltée : une conférence entre ministres de l'intérieur pour préparer le G7 de Biarritz avait lieu hier. Le ministre italien d'extrême droite Salvini en a profiter pour faire quelques selfies avec Marine Le Pen, mais il a surtout passé beaucoup de temps avec son ami Castaner ... Qui en a profité pour attaquer les associations qui sauvent des réfugiés de la noyade.

**En Italie, les néo-fascistes qui soutiennent Salvini se félicitent que le gouvernement Macron soit exactement sur la même ligne que lui.**



Le Ruissellement

- [« Crépuscule », de Juan Branco, met l'oligarchie à nu](#) - Un décorticage des mécanismes par lequel le système oligarchique a placé Emmanuel Macron au pouvoir : c'est ce qu'opère le livre de Juan Branco, en flagellant les médias serviles qui servent l'oligarchie. Ils répondent par le silence. Mais le public a adopté un livre utile et qui mérite d'être lu.
- [Une migrante morte, porte de la Chapelle](#) - Dans les campements de la honte, porte de la Chapelle, encore une nouvelle victime des politiques anti-migrant.e-s et anti-pauvres de la ville. Cette fois-ci, c'est une femme âgée qui est décédée dans la nuit de lundi à mardi.
- [141 maires corses n'iront pas à Cuzzà pour rencontrer Emmanuel Macron](#)
- [Six étudiantes en médecine sur dix ont subi des violences sexuelles](#)
- [Les prix de l'électricité flambent Â« pour sauver des opérateurs privés qui se gavent Â»](#)
- [Vallée de l'Arve : les 540 plaintes contre la pollution classées sans suite](#)
- [L'État dépassé par le développement de la délinquance financière](#) - Présenté ce jeudi, le rapport de deux députés sur la lutte contre la délinquance financière souligne l'insuffisance des moyens déployés jusqu'ici pour combattre un phénomène de plus en plus massif. Les élus appellent à une véritable politique concertée et renforcée.

